

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
DREAL Occitanie - Unité inter-départementale 65-32
Cité administrative
10 rue de l'Amiral Courbet
65017 Tarbes Cedex 09

Tarbes, le 04/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

KNDS

13 bis chemin des poudrières
65000 Tarbes

Références : 2026-0057-Dp
Code AIOT : 0006802521

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2026 dans l'établissement KNDS implanté 13 bis, Chemin des Poudrières BP 1446 65000 Tarbes. L'inspection a été annoncée le 19/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société KNDS est soumise aux dispositions de la directive relative aux émissions industrielles (IED). Le BREF principal applicable au site est le BREF « SIC - Chimie inorganique de spécialités ». La publication, le 12 décembre 2022, des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) du BREF « WGC - Systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduaires dans le secteur chimique », également applicable au site, a entraîné l'obligation pour l'exploitant de procéder au réexamen des conditions d'exploitation de son installation et de transmettre un dossier correspondant dans un délai d'un an, soit avant le 12 décembre 2023. Le dossier de réexamen et le rapport de base associé ont été transmis au préfet, respectivement le

11 décembre 2023 et le 18 octobre 2024. Il sont actuellement en cours d'instruction par l'inspection des installations classées.

La visite d'inspection, objet du présent rapport, s'inscrit dans le cadre de cette instruction. Elle vise à apprécier la complétude du dossier transmis et à établir les constats réalisés sur site en lien avec le réexamen IED.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KNDS
- 13 bis, Chemin des Poudrières BP 1446 65000 Tarbes
- Code AIOT : 0006802521
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site KNDS se situe au Nord Est de l'agglomération de Tarbes. Il est spécialisé dans la production d'explosifs primaires et la réalisation de composants ou objets pyrotechniques. Il accueille également un service d'étude et de développement. Le site est soumis à autorisation et classé Seveso Seuil Haut pour la fabrication et le stockage de produits explosifs. L'exploitation du site est réglementée par l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2001.

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport de base	Code de l'environnement du 01/03/2017, article L.515-30	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Complétude du dossier de réexamen	Code de l'environnement du 09/05/2017, article R.515-72	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dossier de réexamen IED	Code de l'environnement du 11/05/2017, article R.515-71-I	Sans objet
4	Demande d'aménagement aux prescriptions du BREF	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.515-62	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45	Sans objet
7	Elimination des déchets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 46	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le dossier de réexamen IED transmis par l'exploitant apparaît succinct et ne permet pas, à lui seul, d'appréhender de manière complète le fonctionnement du site ni l'ensemble des rejets atmosphériques et aqueux associés ; plusieurs éléments justificatifs, notamment quantitatifs, restent à produire.

La visite a confirmé l'absence de rejets aqueux industriels au milieu naturel (hors eaux pluviales) et l'absence de rejets atmosphériques canalisés traités, les émissions identifiées étant uniquement diffuses et non quantifiées à ce stade.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport de base

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article L.515-30
Thème(s) : Risques chroniques, Réexamen IED
Prescription contrôlée : L'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévus par le décret mentionné à l'article L. 515-31. Sans préjudice des dispositions de l'article L. 512-6-1, les arrêtés prévus à l'article L. 181-12 et au dernier alinéa de l'article L. 181-14 précisent lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation les conditions de remise du site dans l'état constaté dans ce rapport.
Constats : Suite à une demande de complément datée du 28/02/2023, l'exploitant a remis par courrier du 18 octobre 2024, un rapport de base. Le rapport de base établi par GINGER BURGEAP pour le site KNDS Tarbes (réf. SO1100026 / 1100757-02) répond globalement aux exigences du guide méthodologique DGPR 2014 (version 2.2) et aux obligations réglementaires liées à la directive IED (2010/75/UE). Le document fournit une description détaillée du site, une analyse historique approfondie et une compilation exhaustive des données disponibles. Le rapport inclut notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Une cartographie précise des activités et des substances dangereuses (mélanges A, B, C, D), avec une matrice conforme aux critères CLP et aux normes de qualité environnementale (NQE). • Une synthèse claire des investigations antérieures (2012-2018), incluant les travaux de réhabilitation (2016-2017) et les résultats analytiques associés.

- Une évaluation contextuelle des milieux récepteurs (Adour, captages AEP, zones Natura 2000), conforme aux attentes du guide DGPR.

Néanmoins, plusieurs insuffisances ont été identifiées, nécessitant des compléments pour garantir une évaluation complète des risques pour les sols et les eaux souterraines.

Structure méthodologique du rapport de base :

L'inspection note l'absence d'un chapitre relatif à la définition du programme d'investigations complémentaires. En effet, le guide DGPR 2014 impose une évaluation explicite de la nécessité d'investigations supplémentaires en cas de données insuffisantes ou incertaines. Bien que le rapport s'appuie sur des données historiques jugées suffisantes, cette décision doit être justifiée de manière rigoureuse, notamment pour :

- les zones non accessibles sous les bâtiments (ex. : sous-stations n°629 et n°648), où des impacts résiduels sont suspectés.
- les eaux souterraines en aval, où des détections ponctuelles de plomb (PZ7, 2018) n'ont pas fait l'objet d'une analyse de tendance ou de modélisation.

Critères d'exclusion des substances :

L'inspection note également un manque de transparence sur les critères d'exclusion des substances : Certaines substances (ex. : vapeurs nitreuses, gaz azothydrique) sont mentionnées dans les FDS mais exclues de la matrice sans justification claire. Le guide DGPR exige une traçabilité complète des décisions d'exclusion, notamment pour les composés volatils ou persistants.

Programme de surveillance des sols et des eaux souterraines :

Concernant la surveillance et la gestion future, l'inspection note que le plan de surveillance est incomplet. En effet, le rapport ne définit pas de stratégie de surveillance, alors que le guide DGPR insiste sur la pérennité du suivi, notamment pour :

- Les eaux souterraines (fréquence des prélèvements, paramètres à analyser).
- Les sols résiduels (stabilité des polluants, risque de lessivage).

Risques de migration des pollutions externes au site :

Aussi, l'inspection constate que les 11 sites CASIAS en amont hydrogéologique (décharges, anciennes activités industrielles) ne sont pas évalués en termes de risque de migration de polluants vers le site KNDS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie de l'absence d'investigation complémentaire en s'appuyant d'une part sur une analyse critique des incertitudes (ex. : variabilité spatiale des polluants, limites des méthodes analytiques) et sur une évaluation des risques résiduels pour les milieux (sols, eaux, écosystèmes). L'exploitant complète son rapport de base pour documenter systématiquement les raisons des exclusions (ex. : absence de risque de contamination des sols/eaux, quantités négligeables).

KNDS fournira un projet de programme de surveillance des sols et des eaux souterraines compatible avec les orientations du rapport de base.

Il est rappelé que l'article R. 515-60 f) du Code de l'environnement prévoit que les établissements IED mettent une surveillance des substances pertinentes a minima quinquennale sur les eaux souterraines et décennale sur les sols. L'exploitant doit également prendre en considération les articles 65 et 66 de l'Arrêté ministériel du 2 février 1998.

Le plan de surveillance des eaux souterraines devra proposer :

- la fréquence de contrôles : par exemple, 2 campagnes/an (hautes et basses eaux)

<ul style="list-style-type: none"> - la liste des paramètres : métaux, HAP, COHV, et explosifs résiduels auxquels pourrait s'ajouter les explosifs primaires et leurs sous-produits dans les eaux. - les seuils d'alerte : définir des valeurs déclenchant des investigations complémentaires (ex. : Pb > 5 µg/L dans PZ2). - la liste des piézomètres (coordonnées et positionnement amont / aval) et si nécessaire la proposition de nouveaux piézomètres. <p>L'exploitant doit également compléter son rapport de base évaluant les risques de migration de polluants vers le site KNDS depuis les 11 sites CASIAS en amont hydrogéologique.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Dossier de réexamen IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/05/2017, article R.515-71-I
Thème(s) : Risques chroniques, Réexamen IED
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les conclusions sur les meilleures technologies disponibles pour les systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles, ont été publiées au journal officiel de l'Union européenne le 12 décembre 2022.</p> <p>L'exploitant a transmis au préfet, par courrier du 11 décembre 2023, un dossier de réexamen pour ses installations visées à l'annexe I de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles. Le délais de 12 mois prévu par l'article R.515-71-I du code de l'environnement a été respecté.</p> <p>Ce dossier a fait l'objet d'une demande de compléments datée du 28 février 2023. Les compléments (dont le rapport de base) ont été reçus le 18 octobre 2024.</p> <p>La complétude du dossier de réexamen fait l'objet du point de contrôle suivant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Complétude du dossier de réexamen

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/05/2017, article R.515-72
Thème(s) : Risques chroniques, Réexamen IED
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le dossier de réexamen comporte :</p> <p>1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59, accompagnés, le cas échéant, de</p>

l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 ;

2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 ;

3° A la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.

Constats :

Analyse du dossier de réexamen IED

Dans son dossier de réexamen, l'exploitant se positionne au regard des meilleures techniques disponibles (MTD) issues des BREF suivants :

- SIC - Chimie Inorganique de spécialités
- CWW - Systèmes communs de traitement et de gestion des eaux et des gaz résiduels dans l'industrie chimiques
- WGC - Systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique.

Le dossier transmis apparaît toutefois particulièrement succinct et ne permet pas, à lui seul, de comprendre de manière satisfaisante le fonctionnement global du site ni d'appréhender précisément les rejets atmosphériques et aqueux associés à son exploitation.

Les éléments figurant dans le rapport de base apportent des compléments utiles et permettent d'éclairer une partie des interrogations soulevées par l'inspection, sans toutefois répondre de manière exhaustive aux exigences de démonstration attendues dans le cadre d'un réexamen IED.

Constatations effectuées lors de la visite

1) Gestion des effluents aqueux

L'inspection a constaté les modalités suivantes de gestion des effluents aqueux :

- Les eaux de process sont actuellement évacuées du site sous le statut de déchets.
- Antérieurement, ces eaux, après une étape dite de « destruction » (pré-traitement des eaux mères par utilisation d'acide nitrique ou chlorhydrique pour la destruction de particules explosives), étaient traitées dans une station de détoxification avant rejet dans l'Adour.
- Ces rejets au milieu naturel ont été définitivement arrêtés en raison de teneurs résiduelles en plomb dans les eaux traitées.
- À ce jour, le seul rejet au milieu naturel correspond aux eaux pluviales.

2) Rejets atmosphériques

L'inspection a constaté l'absence de rejets atmosphériques canalisés sur le site, à l'exception de hottes aspirantes assurant une évacuation en toiture. Ces dispositifs ne sont pas associés à des installations de traitement des gaz.

Le rapport de base indique que, lors de la synthèse des explosifs primaires, les substances gazeuses suivantes sont susceptibles d'être émises en faibles quantités : vapeurs nitreuses, gaz azothydrique et ammoniacque. Il est précisé que ces gaz et vapeurs ne font l'objet d'aucun traitement spécifique et sont rejetés à l'extérieur par la ventilation naturelle des bâtiments.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard de ces constats, il est demandé à l'exploitant de justifier le caractère très faible des émissions atmosphériques diffuses annoncées, notamment au moyen d'éléments quantitatifs (par exemple un bilan matière simplifié ou toute autre méthode d'estimation pertinente), afin d'étayer son positionnement au regard des MTD suivantes :

- BREF SIC :
 - MTD5.8 (émissions d'ammoniac - NH_3) ;
 - MTD5.9 (émissions d'HCl).
- BREF CWW :
 - MTD5, MTD15 et MTD16 (émissions fugitives d'alcool éthylique).
- BREF WGC :
 - MTD12 (émissions atmosphériques susceptibles de contenir du chlore et/ou des composés chlorés).

Par ailleurs, l'exploitant doit établir et transmettre un inventaire des émissions atmosphériques, qu'elles soient canalisées ou diffuses, conformément aux exigences :

- de la MTD22 du BREF WGC (système de management environnemental) ;
- de la MTD2 du BREF CWW.

L'absence d'inventaire des flux ne peut être justifiée par le caractère discontinu du procédé. En outre, la certification ISO 14001 de l'exploitant implique l'identification et la maîtrise des aspects environnementaux significatifs, incluant la connaissance des rejets en nature et en quantité. L'exploitant doit être en mesure de démontrer qu'il connaît, maîtrise et, le cas échéant, quantifie ses émissions, et qu'il respecte les exigences réglementaires applicables.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Demande d'aménagement aux prescriptions du BREF

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.515-62

Thème(s) : Risques chroniques, Réexamen IED

Prescription contrôlée :

I. - Sans préjudice des dispositions des articles R. 181-43 et R. 181-54, les conclusions sur les meilleures techniques disponibles adoptées par la Commission européenne en application de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 servent de référence pour la fixation des conditions d'autorisation imposées par les arrêtés préfectoraux d'autorisation.

Constats :

L'exploitant ne sollicite pas d'aménagement au sens de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions des sections III et IV s'appliquent aux rejets d'eaux pluviales canalisés. Toutefois l'arrêté d'autorisation peut ne fixer des valeurs limites que pour certaines des caractéristiques prévues.</p> <p>1° Les rejets d'eaux pluviales respectent les dispositions ci-après.</p> <p>Toutefois, les dispositions des alinéas I, II et III ne sont pas applicables aux installations existantes au 1er janvier 2018. Elles s'appliquent par contre aux extensions ou modifications d'installations existantes à cette date.</p> <p>I. - Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération significative de leur qualité d'origine du fait des activités menées par l'installation industrielle sont évacuées conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>II. - Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Cette disposition ne concerne pas les aires de stationnement des véhicules exclusivement légers.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux pluviales du site sont collectées et rejetées au milieu naturel en un unique point de rejet en bordure de l'Adour.</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas effectuer de contrôle de la qualité des eaux pluviales rejetées. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'à défaut de prescription spécifique dans ses arrêtés préfectoraux concernant la surveillance (paramètres et fréquence) de la qualité des eaux pluviales rejetées, l'arrêté ministériel du 2 février 1998 impose que ces eaux fassent l'objet de mesures de contrôle permettant de s'assurer qu'elles ne présentent pas de pollution. L'exploitant est donc tenu de mettre en place une surveillance adaptée, documentée et régulière, et de transmettre les résultats à l'administration en cas de dépassement des seuils réglementaires ou de détection d'éléments non conformes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie le choix des paramètres mesurés et démontre que la surveillance est adaptée au risque de pollution lié à son activité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets produits par l'installation
Prescription contrôlée :

<p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a procédé à la visite de la zone de regroupement et de tri des déchets présente sur le site. Les stockages temporaires de déchets spéciaux sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et apparaissent, protégés des eaux météoriques.</p> <p>De même, l'inspection a procédé à la visite de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la station de destruction-neutralisation des eaux mères n°629 comprenant une cuve enterrée et cuve aérienne ; - la zone de stockage en cubitainers des eaux mères sur rétention (pour évacuation hors site) ; - la zone de stockage provisoire des eaux mères dans la cuve enterrée du bâtiment n°651 pour élimination hors site par hydrocureur. <p>Les conditions de stockage observées lors de la visite n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection au regard des prescriptions précitées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Elimination des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 46</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets produits par l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet conformément au livre V du titre Ier du code de l'environnement, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement ; l'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. Il tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.</p> <p>Dans ce cadre, il justifiera, le caractère ultime, au sens du II de l'article L. 541-2-1 du code de l'environnement modifiée, des déchets mis en décharge.</p> <p>L'arrêté d'autorisation de l'installation fixe la liste des déchets que l'exploitant est autorisé à éliminer à l'extérieur et à l'intérieur de son installation.</p> <p>Les rebuts de fabrication de l'industrie pyrotechnique ne sont pas régis par les dispositions du présent article. Le cas échéant, les conditions de leur élimination sont précisées dans l'arrêté préfectoral mentionné à l'article 59 bis.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté les déclarations GEREPA annuelles de KNDS. La quasi totalité des déchets sont gérés par PSI Environnement à Lannemezan sauf les déchets de métaux qui sont gérés par AFM Recyclage. Au total : 25,28 tonnes d'eaux de lavage et liqueurs mères ont été produits en 2024.</p>

L'inspection a également consulté les informations disponibles sur Vigiedéchets /Trackdéchets pour la période allant du 27/02/25 au 27/02/26 (30 BSD émis pour un total de 22,29 tonnes de déchets dangereux dont 5,58 tonnes d'eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses et 7,52 tonnes pour des déchets liquides aqueux contenant des substances dangereuses).

Les éléments y figurants n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.

L'exploitant a également indiqué procéder, comme prévu par l'arrêté ministériel et par son arrêté préfectoral du 17 juillet 2001 à des campagnes de destruction par pétardage (explosifs secondaires) et brûlage (composés pyrotechniques, objet ou résidus d'atelier pyrotechnique). La déclaration de GERE de 2024 indique 0,485 tonnes traitées sur site.

Type de suites proposées : Sans suite